

**Pour les Gaullistes de Conviction  
Pour le Forum Pour la France**

**-=-=-=-**

**-Le message du général-**

**Personne ne mérite l'honneur dont je suis gratifié aujourd'hui, celui de ranimer la flamme gaulliste – la seule qui puisse réchauffer.**

**Devenus insensibles, nous avons froid et nous ne le savons même pas car l'hiver est venu.**

**L'automne fut habillé par des projets avortés et de fausses espérances. Giscard d'Estaing croyait-il vraiment que la Nation française allait poursuivre son destin dans une Europe aux contours mal définis, aux envies incertaines et aux diversités héritées de plusieurs siècles ? Ses compétences mathématiques plaident en faveur de sa bonne foi.**

**François Mitterrand croyait-il qu'un socialisme de jardinier et non de fleuriste allait modifier la réalité sociale à davantage de ses électeurs les moins privilégiés ? Sa compétence politique hors du commun justifie le doute. Jacques Chirac eut-il d'autres projets que d'être « éternellement » réélu et d'autre politique que d'y parvenir ? Sa réussite personnelle exclue toute hésitation. Notre Président actuel nous entraîne dans l'hiver sans que nous puissions invoquer le paradoxe d'un froid qui s'accroît alors que le mouvement s'amplifie, d'ailleurs sans qu'il y faille des efforts démesurés.**

**L'automne s'est achevé dans une passivité sociale proche d'une autosatisfaction à peine dissimulée. Les intempéries de l'hiver lui ont succédé. A force de chérir – comme le disait Bossuet – les causes – en l'occurrence l'Europe – qui conduisent inévitablement aux conséquences**

**actuelles, la France connaît aujourd'hui ses pires moments depuis un siècle et pas seulement sur le plan économique où nos reculs sont de plus en plus visibles.**

**Les effets de cette cause – le projet d'une Europe fédérale, toujours vif, pour la plupart de nos représentants politiques - ont été et sont demeurés désastreux.**

**Certes le monde depuis près de cinq ans a ressenti les événements quasi criminels du système financier américain (banques, compagnies d'assurance et autres acolytes confondus), distribuant des crédits hypothécaires à tous vents à qui voulait bien croire à sa fortune gratuite. Mais la fameuse unité européenne n'a rien empêché, sinon de prévenir une véritable dépression à coups d'endettements publics qui trouvent aujourd'hui leurs limites – près de 2000 M. d'euros pour la France, soit 13 trillions de nos francs, dont certains ont usé, ce qui défie notre capacité de mesure.**

**Or, en dépit de cet endettement – les effets d'un attachement à l'Europe fédérale et à la monnaie unique, l'euro, qui devait en être la condition permissive, sont catastrophiques, uniques dans notre histoire.**

**Nos activités sont quasi stagnantes depuis le début du siècle et on envisage qu'elles diminuent.**

**Chaque observateur ne pouvait ignorer que l'Europe nous condamne à une stagnation de longue durée, en dépit d'incantations dignes d'un marabout sur les nécessaires progrès de notre productivité.**

**L'évolution des phénomènes qui évaluent notre influence économique dans un monde désormais ouvert, permet de désigner très clairement ou presque le responsable de cette situation.**

**La part mondiale du commerce français a connu une baisse de 6, puis de 5 %, aujourd'hui elle n'atteint pas plus de 4 % et ne cesse de baisser, alors même que le solde de nos échanges devient de plus en plus négatif : de 2 à 70 milliards pour l'année écoulée, soit plus de 4 % de notre produit national. Nos exportations marquent le pas, alors que nos importations ne cessent de croître – et pour cause -. Comme pour la Grèce, la cause indéniable en est l'euro. A la plus grande évidence, il nous faudrait dévaluer de quelque 20 % afin que nos importations diminuent et nos exportations augmentent. Ainsi, avons-nous procédé en 1968 avec une dévaluation des plus réussie – ce que devraient savoir ceux qui évoquent un processus pourtant aussi vieux que la monnaie. Mais l'ignorance permet de croire à la vérité, à supposer que cette vérité soit de conviction et non de corruption.**

**En même temps, la France est la Nation qui exporte le plus de capitaux, pour un montant qui s'élève à plus de 100 Milliards. d'euros. Mais qui donc investit à l'étranger, en Asie surtout, avec un très grand à propos ? Est-ce notre épargne, celle de nos retraités notamment ? Mais non. Nos investisseurs financiers ou l'achat des dettes d' Etats ? Non, les investissements à l'étranger sont le fait de nos entreprises qui utilisent avec sagesse leurs profits afin d'étendre leurs activités hors de nos frontières.**

**Leur comportement, du plus légitime, est que l'euro et la mondialisation joints génèrent un chômage de masse, inconnu en France depuis deux siècles, hormis l'intermède de 1936 ; soit près 10 % de la population, sûrement sous-évalué, qui ne tient pas compte de la population assistée dont le financement atteint, lui aussi près de 10 %.**

**Y-a-t-il dans la situation actuelle la moindre « chance » pour que ce chômage diminue ? Evidemment non, aussi longtemps que tous les leviers traditionnels de notre politique monétaire, nous aurons été ôtés. Plus de banque centrale propre, plus de moyen de décider nous-mêmes de nos choix avec une Banque centrale européenne dominée par des Allemands, qui ne nous permet pas de dévaluer notre monnaie par rapport à la monnaie allemande, ainsi que nous l'avions fait durant trente ans, alors que notre taux de croissance dépassait les 6 % l'an, qu'une réduction de notre endettement public de quelque 80 Milliards chaque année - en dépit de tous les discours chaleureux de nos politiques - pourrait avoir lieu à coups d'austérités successives ? Il s'agirait en fait d'organiser une dépression longue à la 1929 qui aurait pour effet immédiat d'accroître encore le chômage, jusqu'au moment où, comme en Grèce les désordres sociaux auraient enfin raison de la déraison des européistes encore plus incompetents que fanatiques.**

**Cette décadence économique de notre Nation s'est prolongée, s'il ne l'a pas déterminé, par une déréliction lente de notre influence culturelle. L'invocation permanente de la vocation humanitaire de la France, de la défense des droits de l'homme, d'un Homme très conceptuel, ne suffit pas à dissimuler la réalité de nos reculs dans tous ces domaines depuis ces dernières décennies. Plus de Matisse, de Picasso, de Tanguy, plus de peintres à reconnaissance mondiale, pas plus que de sculpteurs, tel Rodin, de musiciens, tels que Debussy, Dandy, Ravel. Duthilleux paraît aujourd'hui bien seul.**

**Quant à notre langue, quelle littérature pourrait la porter comme durant l'entre deux guerres ? Mauriac, Maurras, Duhamel, Valéry, Saint-John Perse, sans remonter jusqu'à Proust et les surréalistes Breton, Eluard,**

**Char, etc . Le triste Modiano et l'itinérant Le Clézio, ne pourraient en compenser le statut.**

**Entre le recul de notre présence dans le monde qui eut lieu dans l'entre deux-guerre, dont il faut rappeler qu'il se manifesta lui aussi par une stagnation économique totale entre 1920 et 1940 et celui auquel nous assistons aujourd'hui, la différence laisse perplexe. Pas plus la croissance économique historiquement sans précédent que nous connûmes pendant 30 ans, de 1948 à 1975, que la quasi stagnation régnante depuis lors, n'ont pu réduire la rapidité de notre effacement dans la culture mondiale et même occidentale.**

**L'argent roi du comportement, des objectifs et des fortunes, venu tout droit d'abord et sans fard d'outre-Atlantique, de Reagan, puis via la Grande Bretagne, de toutes obédiences, aura entamé avant de l'attaquer à l'acide notre culture. Les globo-riches auront laissé derrière eux de nombreux cadavres. Aucune Nation n'aura été autant que la nôtre dissoute par la finance américaine et londonienne, par le « globish english ». D'autres sont à venir et derrière eux de nombreux cadavres.**

**Convient-il d'incriminer nos représentants politiques de cette lente, mais profonde décadence dont la mort du Général marqua indéniablement le début ? Avant que ne soit érigée la croix de Colombey ... Pompidou avait jeté les bases d'une renaissance économique responsable de la planification à la française – qui fit de nous un modèle à étudier, pour la première fois de notre histoire, nous voyions naître des champions européens, aujourd'hui mondiaux. Il n' s'agissait pas seulement de services, mais de la production d'énergie (EDF CDF), d'aéronefs (EADS à venir), de matériel ferroviaire (Alstom), informatique, de construction (Bouygues),**

de L'Oréal, de Sodexo, etc., sans omettre nos grandes banques, alors nationalisées, qui comptent aujourd'hui parmi les premières sociétés du palmarès mondial.

Ainsi vivifiée par l'union stratégique des secteurs publics et privés, l'économie française atteint la plus forte poussée de toute son histoire,

Alors que le général avait laissé l'économie aux bons soins d'un normalien, de plus, littéraire, l'économie ne le passionnant guère, il put, en stratège qu'il était, développer une politique active d'indépendance qui fut maintenue avec la plus grande attention. Pas d'adhésion à l'OTAN, en fait asservie totalement à la diplomatie américaine. Indépendance de l'Algérie, qui fut souhaitée, plus qu'acceptée, pour en limiter la charge croissante supportée par la métropole. Alliance avec l'Allemagne, comme avec d'autres Nations, dans la méfiance tenace de toute administration européenne... la Communauté de même nom.

Succès économique (58-69) sans précédent, indépendance maintenue, accrue même. Si l'on songe que c'est l'intervention du Général qui a empêché Eisenhower de nommer un administrateur américain sur le territoire libéré après le débarquement. Admiration des élites politiques mondiales pour une personne alliant l'utopie de la grandeur, l'habileté politique et le détachement qui sied aux grands esprits.

En quelques jours il fut contraint de s'exiler, poussé à Colombey par une jeunesse se refusant à l'amour d'une croissance économique et sans doute, ils ne pouvaient le prévoir, à trente ans de déclin et de chômage.

**Le « oui mais » de son successeur ne manifestait aucun effet de style. Le oui marquait la volonté d'étendre sa place politique dans l'espace européen en faisant de la France son governor et pourquoi pas, à terme, « s'en réservant lui-même la présidence ». Là où de Gaulle en stratège militaire avait fait évoluer nos limites, la lumière de toutes nos grandes écoles réunies aveuglait.**

**Le Mai sonnait à bref délai la fin de la planification et introduisait autant la reconnaissance toute légitime de l'initiative que la défiance à l'égard de toute intervention publique, toujours mal reçue dans le pays de Colbert.**

**Intermède que le « oui mais » ouvrant une large période (26 ans) de tiédissement progressif de toutes nos activités, animée parfois de quelques paradoxes n'éveillant aucun étonnement. Les privatisations et autres faveurs faites par un socialiste et le refus de l'alignement de notre diplomatie sur la diplomatie américaine par « un tribun de droite » s'ensuivirent. Pour le reste, le recul affirmé des préoccupations économiques, l'avantage des vicissitudes, les plans politiques, de l'état de santé aux faiblesses sentimentales des personnages en place ou en quête de place en tinrent lieu. On évoqua le moins possible des situations économiques de plus en plus complexes et de moins en moins bien appréciables en termes comptables. Economie et comptabilité, deux réalités dont les politiques savent que la France ne les aiment pas, sauf à les décrier, quelle qu'en soit la raison.**

**L'ambiguïté de notre politique récente manifeste que le projet fédéral européen, tout comme la mondialisation, ne peuvent plus être défendus dans leur intégrité. La concurrence mondiale accroît le pouvoir des**

entreprises au détriment des Etats-Nations – ce qui était son objectif - . Mais, à trop l'atteindre, cela a accentué la césure disproportionnée entre les industries qui n'ont plus aucune attache nationale, aucune patrie, qui vont n'importe où dans le monde, là où les salaires sont les plus bas et les Etats-Nations - – version contemporaine d'un néo-colonialisme qui suscite autant de réactions que naguère ( le vieux colonialisme du XIXème siècle) et oppose ceux qui demeurent attachés à leur sol et leur culture à ceux qui ne reconnaissent plus les frontières. La poursuite du mouvement bute déjà sur la volonté des Etats de cesser de perdre en influence et de reprendre leur pouvoir perdu.

La revanche des Etats-nations s'est d'ailleurs affirmée sur le continent européen où les difficultés dues à l'euro, tout comme la menace d'une dépression ne sont plus traitées par un exécutif fédéral, la fameuse Communauté, mais bien par des représentants politiques des « vieilles Nations », coopérations renforcées, militaire (France-Angleterre), économique et monétaire (France-Allemagne), diplomatique (France USA). Le libéralisme à l'américaine du début de l'actuel quinquennat est passé aux pierres dures des Nations de l'Europe.

Cette reviviscence ne sera sûrement pas sans remise en cause au cours du prochain quinquennat où les volontés de « négocier » ou de « renégocier » animent des joutes verbales parmi les moins douteuses. Mais, pour le reste, l'éternelle disposition de la France à ne pas aborder la réalité économique soit par incompetence, soit pour n'avoir pas à gâcher sa soirée ou ses projets de vacances, étend son voile. Que l'excédent allemand finance notre déficit extérieur ? Oui, peut être, etc. Que l'endettement public s'accroisse sans aucune interruption ? Sans doute, mais qui paiera et paiera-t-on ? Que le chômage persiste et signe ? Certes, mais les chômeurs ne manifestent pas dans les rues. Alors ? Que les activités stagnent et donc les revenus ? Oui, mais que faites-vous de notre système de

droits, de notre capacité à nous adapter aux sautes d'humeur dont on ne sait trop qui, d'ailleurs, invulnérable. On fabriquera, si besoin, des tickets restaurant, on louera son appartement pendant ses propres vacances et on convoiturerà ...

L'essentiel demeure la tranquillité de la vie quotidienne qui s'adaptera aux changements de saison. Surtout ne pas changer, même pour que rien ne change : ne pas affronter de tempêtes, bien inutile d'ailleurs, le temps se remettant toujours après ses sautes intempestives. Ainsi, la Révolution après la monarchie de Louis XVI, Napoléon après la révolution et le long XIX<sup>ème</sup> siècle où les paysans restèrent fermement décidés à devenir maîtres du jeu politique et où les industriels en retard d'un siècle sur leurs voisins anglais, furent considérés avec une espèce de suspicion. Cette révolution industrielle n'était-elle pas un peu folle ? Et la guerre où tant de destructions et de morts fut suivie de la « belle époque », la plus belle pour notre bourgeoisie satisfaite du temps retrouvé, celui d'une stagnation que l'agitation des surréalistes ne troublait en rien.

Puis, une autre guerre dont nous ne sortîmes vainqueurs que par la volonté d'un général de brigade un peu « illuminé » dans sa passion nationale, nous tirant par les cheveux d'une décadence qui aurait tourné à notre disparition de fait. Encore que nous serions quand même partis en vacances. Mais sa volonté réalisa le prodige de nous établir en cinquième puissance économique mondiale, ce qui ne suffit pas à restaurer notre influence politique, sinon dans des zones où notre force armée – la clef du pouvoir international – (n'en déplaise à l'humanisme jaouressien) – exerça naguère ses talents.

Aujourd'hui, les jours du départ en vacances l'emportent à nouveau. Que rien ne nous amène à nous prendre pour des Grecs, sommés par leurs créanciers allemands qui sont aussi les nôtres de diminuer leur niveau de

**vie au point de connaître le malheur. Déjà, en 1940, nous ne voulions pas voir la volonté de puissance de nos voisins germains, qui ne diffère, aujourd'hui que par ses moyens pour redevenir la Nation hégémonique de l'Europe que les Anglais, insulaires, comme en 1940, considéraient d'une œil lucide et réticent. Et les candidats au poste de monarque républicain le savent assez, pour ne pas nous décevoir, nécessité d'être faisant loi et ne jamais taper du pied, même semblant.**

**Pour que la France en fille de Jaurès et de De Gaulle retrouve la place et la stature que devrait souhaiter chaque citoyen, que ses richesses, son potentiel de concurrence et de création et sa capacité d'épargne, trois conditions devraient être réunies : - d'abord des circonstances qui interrompent le rêve inavoué d'une stagnation prolongée : - la mort de l'euro, le retour à l'indépendance économique, des désordres sociaux autant que catégoriels d'un chômage associé à des inégalités devenues insupportables ; - ensuite, un homme ou une femme capable de montrer à notre peuple cette route. Il faut surtout que chacun reprenne conscience qu'il appartient à une même Nation qu'il est d'abord solidaire que par cette appartenance, que ses communautés d'origine géographique, de religion, d'éducation de privilèges souffriraient de n'être pas réunies dans une même langue et sous un même drapeau et plus encore de ne pas être tendues vers un même projet dont l'histoire montre à l'évidence qu'il ne peut être celui de l'espèce ou des continents que s'il n'est, d'abord, national.**

**Tel est le cœur du message du général de Gaulle**

**Alain Cotta**

**février 2012 - Réunion des Gaullistes de Conviction**

**Présidée par Henri Fouquereau**

**Fondation de la France Libre**

